

Front social

Les agents de Sodexo en colère



Les responsables syndicaux partie prenante aux négociations avec la direction de l'entreprise.



Les agents de Sodexo en piquet de grève devant leur entreprise, hier.

SNN
Libreville/Gabon

Ils observent un mouvement d'humeur, depuis hier, réclamant, entre autres, des conditions de séparation claires pour les employés appelés à subir des licenciements économiques.

SUITE à la mise en œuvre d'un plan social lié à la situation économique actuelle de l'entreprise, qui prévoit le départ volontaires de 434 salariés,

l'ensemble des agents travaillant dans les différentes installations où opère la société Sodexo; sont entrés hier en grève. Au portail de la direction de l'entreprise, sise au quartier Charbonnages, et tout autour, on pouvait voir des banderoles accrochées et sur lesquelles est écrit : "434 agents = 10 bouches à nourrir par agent". Les manifestants sont visibles à l'extérieur de l'entreprise. Les uns, assis à même le sol, les autres, debout. C'est le constat fait sur les lieux par notre

équipe de reporters. La principale raison de cette colère serait liée au manque de "mesures d'accompagnement claires" pour les 434 agents concernés par ces départs volontaires. En effet, selon Alain MOUNGUENGUI YEMBO, secrétaire national de l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep) à laquelle est affilié le syndicat des employés de cette entreprise, « Sodexo veut effectivement se séparer de 434 employés. Nous avons commencé les discussions avec

la direction pour définir les conditions de séparation. Face au silence des responsables de Sodexo, nous avons déposé un préavis de grève afin de ramener la direction à la table de négociation. Donc, en ce moment, Sodexo est en grève. » Puis, il a expliqué les raisons de cette crise : « Aujourd'hui, cette société rencontre des difficultés de trésorerie. Elle n'arrive plus à entrer dans ses créances. Et le gouvernement, selon les responsables de Sodexo, lui doit près de 10 milliards de francs. C'est la raison pour la-

quelle la Sodexo a du mal à joindre les deux bouts, à supporter les charges salariales notamment, payer les salaires. » Toutefois, des négociations entre les responsables de Sodexo et les agents grévistes se sont finalement ouvertes hier matin. « Nous sommes là, dans le cadre d'une conciliation entre Sodexo et nous, en présence de deux inspecteurs du travail. Nous n'avons pas encore trouvé un consensus sur le préalable. Nous espérons en trouver, soit pour l'accompagnement des em-

ployés, soit pour éviter que ces derniers ne sombrent dans la précarité », nous a confié un des syndicalistes rencontré sur le lieu des négociations. Joint au téléphone, la direction de Sodexo, par la voix de son directeur des Ressources humaines, M. Nzamba, a dit ne pas être en mesure de nous recevoir, parce qu'elle serait à pied-d'œuvre dans la recherche des solutions d'une sortie de crise. Avant d'ajouter que la direction reste toutefois confiante quant à l'issue des dites négociations.

Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, hier

Les journalistes gabonais toujours vulnérables

R.H.A
Libreville/Gabon

LE Gabon, à l'instar de la communauté internationale, a célébré, hier, la "Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes". Cette résolution historique prise par l'Organisation des Nations Unies (Onu), en mémoire de l'assassinat de deux journalistes français au Mali, le 02 novembre 2013, condamne toutes les attaques et violences, quelles que soient leurs formes, contre les journalistes et les travailleurs des médias. Aujourd'hui, ils sont un peu plus de 700 journalistes dans le monde à avoir perdu la vie, parce qu'ils essayaient de collecter des informations pour le public sur les faits dont ils avaient été témoins. En Afrique en général et au Gabon en particulier, les crimes impunis commis contre des journalistes sont légion. Il n'y a certes pas encore d'assassinat contre les acteurs de ce corps de métier dans notre pays, mais il y a des violences physiques, voire aussi psychologiques.



Frédéric Yenda Moukoula, journaliste, favorable à une plate-forme revendicative pour protéger la profession. Photo de droite : Le siège du journal L'Union au lendemain des violences post-électorales.



On se souviendra qu'un correspondant de Radio France internationale (RFI) avait été sauvagement molesté par des militants d'un parti de l'opposition. De même, un correspondant gabonais de l'Agence France presse (AFP) avait été violenté par des forces de l'ordre lors d'une marche de l'opposition. Sans oublier le cas de

ce confrère de Gabon Télévision violemment pris à partie lors d'une conférence de presse politique. Il y a quelques semaines, les locaux du quotidien l'Union, de Radio télévision Nazareth et TV+ ont été incendiés durant les dernières violences post-électorales. Aucun de ces actes de violences perpétrés contre la presse ga-

bonaise n'a été sanctionné jusqu'à ce jour. Le constat paraît ici clair : aujourd'hui, les hommes et femmes de médias sont exposés à des violences diverses qui passent toujours sous silence. Pourtant, "le journaliste est la voix des sans voix". « Pour obtenir cette liberté, il va falloir que les journalistes se retrouvent dans

un cadre approprié. Une solidarité qui fera qu'ils se battent pour leur liberté, pour mettre en place une plate-forme revendicative juridiquement reconnue et protégés. Qu'ils défendent mieux leur profession. C'est cette solidarité qui nous fait défaut aujourd'hui. Si on mettait en place cette plate-forme, on

défendrait mieux nos intérêts (...)", a souligné Frédéric Yenda Moukoula, journaliste à Gabon Télévision. La volonté de l'Onu est de permettre aux journalistes d'exercer en toute quiétude, en tout lieu où s'impose leur présence. C'est pourquoi, cette organisation exhorte également l'ensemble des États membres à faire tout leur possible pour prévenir cette violence, en rendre compte, traduire en justice les auteurs des crimes commis contre des professionnels de l'information et veiller à ce que les victimes disposent de recours appropriés. Les États sont également invités à faire plus pour prévenir ces violences, en permettant à la justice de rechercher et condamner les auteurs des crimes. La volonté exprimée par l'Onu est claire : promouvoir un environnement qui permette aux journalistes d'effectuer leur travail en toute indépendance et sans ingérence de la part des autorités. Il revient donc à chaque État d'essayer d'assurer la sécurité de ces personnes, qui ressentent des maillons essentiels dans la consolidation de la démocratie.